

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Comment séduire les investisseurs russes au Gabon ?

**L'AMBASSADEUR** de la Fédération de Russie au Gabon a rencontré le ministre gabonais de l'Économie pour lui signifier les secteurs susceptibles d'attirer les Investissements directs de son pays.

Styve Claudel ONDO MINKO  
Libreville/Gabon

**L**ES Russes sont dans une dizaine de projets sur le continent africain. Principalement dans les domaines de la géologie et des mines, de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche et des télécommunications. L'un des projets emblématiques de la Russie est la Zone industrielle russe en cours de construction dans le Canal de Suez en Égypte. La mise en œuvre de ce projet pharaonique s'étale sur 13 ans, pour un coût total de près de 4 200 milliards de FCFA. Avec, à la clé, la création de 35 000 emplois, dont 90 % en Égypte.

S'agissant du Gabon, l'ambassadeur de la République de la Fédération de Russie, Dmitri Kourakov, a souligné que le secteur du pétrole se présente comme le plus attractif pour les grandes firmes de son pays. Lors d'une conférence de presse animée le 14 octobre 2019 à Libreville, le diplomate russe affirmait: " les échanges commerciaux en 2018 ont atteint 118 millions de dollars et, cette année, cette tendance continue. Tout indique que plusieurs projets communs verront le jour dans les différents domaines: pétrole, agriculture, énergie. " En Afrique, l'une des plus grandes entreprises russes engagées sur le continent est Uralchem, dans le domaine agricole. Un groupe très impliqué en Zambie et au Zimbabwe. " Actuellement, nous fournissons plusieurs produits à ces deux pays, principalement les fertilisants. Mais pour réellement faire de sérieuses affaires, nous ne voulons pas limiter notre présence à la fourniture de fertilisants. Nous aimerions également nous en-

gager dans le secteur local de la distribution. Nous voulons pouvoir apporter des produits et les distribuer directement sur le marché local", a indiqué Dmitry Konyaev, vice-président du Conseil d'administration de Uralchem.

Avant de révéler: " les dispositions financières et la logistique représentent des défis majeurs de la distribution en Afrique de manière générale, et nous sommes en train de travailler sur une plateforme digitale qui peut faciliter le travail des agriculteurs, leur faire gagner en temps et en argent. "

Pour mettre en œuvre sa stratégie d'ancrage économique



**Dmitry Konyaev, le vice-président du conseil d'administration de Uralchem.**

en Afrique, la Russie, à travers son Centre des exportations (REC), actionnaire d'Afrexim-

bank depuis décembre 2017, s'appuie fortement sur cette banque panafricaine, conseil

et bras financier des entreprises qui commercent avec le continent noir.

## Cour des comptes : coopération entre institutions de contrôle

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

**U**ne délégation de la Cour des comptes du Gabon a pris part à la huitième session de la Conférence des États parties (Cosp) de la coopération des Institutions supérieures de contrôle (ISC). La rencontre a récemment eu lieu à Abu Dhabi (Arabie Saoudite). La partie gabonaise était représentée par Gilbert Ngoulakia, premier président de la Cour des comptes. Son institution vient de rendre public le rapport de cette mission.

Selon ledit rapport, la délégation de la Cour des comptes du Gabon a également participé à la réunion parallèle, tenue en marge de cette conférence, sur le thème " Coopération entre les Institutions supérieures de

contrôle et les Autorités de lutte contre la corruption (ACA) ". Cette réunion est une première mondiale, destinée à favoriser la collaboration entre les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques et les Autorités de lutte contre la corruption. Deux jours durant, plusieurs modèles de stratégies, d'actions anti-corruption et de coopération entre ISC et ACA ont été présentés aux participants. Il en a résulté des discussions au sein des groupes de discussion organisés par communautés de langues, en vue de synthétiser les préoccupations les plus partagées, puis d'émettre des recommandations.

Cette Conférence des États parties avait été instituée pour améliorer la capacité de ces pays du champ à atteindre les objectifs énoncés dans la convention



**Premier président de la Cour des Comptes, Gilbert Ngoulakia a pris part à la conférence d'Abu Dhabi.**

des Institutions supérieures de contrôle, renforcer leur coopéra-

tion et promouvoir l'application de la convention.